proposerait " à une date peu éloignée." Assurément, il serait difficile d'imaginer quelqu'un en contradiction plus flagrante que celle où s'est mis le chef de l'opposition, et ceux qui le suivent. Comme de raison, ceci n'est point de la partisannerie, puisque ça s'applique au parti sans reproche, un parti si bon et doué de vues si larges et si élevées que la génération actuelle n'a pu le comprendre. Très vraisemblablement la prochaine ne le pourra non plus, à moins qu'il ne subisse quelque changement considérable.

Ces honorables messieurs pourraient avoir changé leurs opinions sur de semblables questions, et avoir encore de la sincérité, et mériter d'être considérés sincères, pourvu qu'ils eussent comme appui autre chose que des paroles offensantes pour leurs adversaires, et qu'ils respectassent plus qu'ils ne le semblent disposés, les convictions de leurs adversaires. Qu'ils prouvent, s'ils le peuvent, que le nouveau tarif nuira aux intérêts du pays ; ils ont ce droit. Mais il ne leur est pas permis d'incriminer les motifs de ceux qui défendent cette politique. S'ils trouvent qu'il est sur le point d'être donné une protection trop élevée, qu'ils le disent, et surtout qu'ils le démontrent ; mais ce n'est pas du tout argumenter que de venir dire que la majorité de la Chambre est engagée à soutenir tout ce que le gouvernement peut proposer. Je ne sais si ces honorables messieurs, lorsqu'ils parlent ainsi, jugent les autres à leur aune ; mais il y a une chose que je sais et que les honorables membres de la gauche n'ignorent pas ; c'est qu'il est facile et agréable pour les membres de la droite d'aider le gouvernement actuel à faire l'application de la politique nationale, puisqu'ils l'ont déjà prêchée sans avoir la certitude qu'ils seraient eux-mêmes en position d'en doter le pays, et vu, surtout, qu'ils ont essayé auparavant de la faire accepter par le dernier ministère et qu'ils lui en aurait volontiers donné le mérite si celui-ci avait été assez sage pour l'adopter. Et s'il m'est permis de parler de moi-même, afin de donner une nouvelle preuve de l'injustice du jugement porté par ces honorables messieurs contre le gouvernement actuel et ceux qui le supportent, je dirai que, loin d'être mu par la partisannerie en soutenant cette politique, je l'ai prêchée avant même que le parti libéral eût entrepris d'en faire un article de son programme. Lorsque ce parti transformé arbora dans la province de Québec la bannière de la protection en 1871, sans admettre tous ses principes, je regardai la protection comme un étendand national destiné à conduire notre Canada dans le sentier de l'union, de la grandeur, de la prospérité et du bonheur. Et je suis encore de cet avis ; c'est pourquoi je supporte cordialement le cabinet actuel, qui est aujourd'hui le soutien de cet étendard. Les libéraux l'ont laissé choir dans la poussière du champ de bataille politique ; et les conservateurs l'ont relevé au moment même où le pays, dans la souffrance, avait le plus besoin d'être secouru, et maintenant ils déploient ses glorieuses couleurs pour apprendre au monde que dans cette vaste Confédération il existe un peuple patriote capable de prendre soin de ses propres affaires. Je crois de mon devoir de me rallier autour de pareils porte-étendards.

On m'objectera peut-être ici comme ailleurs : Pourquoi les chefs du parti conservateur n'ont-ils point adopté cette politique auparavant ?

Ma réponse est qu'ils l'ont adoptée auparavant. N'ont-ils pas donné le tarif hautement protecteur de 1858 et 1859 ? Sous bien des rapports, il était le même que celui qui est aujourd'hui proposé. Il demeura en force jusqu'en 1866, alors qu'il fut abaissé de 20 et de 25 à 15 pour cent en moyenne, afin d'effectuer le grand projet de la confédération, et vu que les provinces maritimes n'avaient pas été habituées aux mêmes principes d'économie politique et qu'on ne pouvait point changer leurs opinions en un jour. J'ai été, il est vrai, l'un de ceux qui pensaient qu'il était mieux de ne pas attendre trop longtemps pour l'élever de nouveau, en présence du fait que, les prix des matières brutes et les gages des ouvriers déclinant sans cesse dans la Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, nos diverses industries avaient à faire face à une concurrence devenant chaque jour plus difficile à soutenir. Mais il n'est que juste de constater aussi, que cette nécessité se faisait bien moins sentir sous l'administration du parti conservateur, depuis l'établissement de la Confédération jusqu'à la résignation du gouvernement Macdonald en 1873, que sous le ministère suivant. Nous savons tous que la grande dépression dans chaque branche d'industrie et d'affaires